



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Lorraine*

FORBACH, le 1^{er} octobre 2014

UT DREAL 57

4 Rue François de Guise - CS 50551
57009 METZ CEDEX 1

Courriel : ut57.dreal-lorraine@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

OBJET : Société URSA France à SAINT AVOLD
Constitution des garanties financières

REFER : Votre transmission en date du 10 septembre 2014

--	--	--

Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête.

Par transmission visée en référence, Monsieur le Préfet de la région Lorraine, Préfet de la Moselle, fait parvenir à Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, pour avis, le courrier émanant de la société URSA France, relatif aux observations émises sur le projet d'arrêté préfectoral concernant la mise en place de garanties financières.

I. PRESENTATION

Par courrier en date du 3 septembre 2014, l'exploitant de la société URSA France nous fait part de ses observations sur le projet d'arrêté relatif à la constitution de garanties financières présenté au CODERST du 28 août 2014.

Il indique que dans l'article 4 du projet d'arrêté, il est précisé que les valeurs maximales de déchets entreposés sur le site ne doivent pas dépasser les quantités fixées dans l'arrêté préfectoral n°2005-AG/2-432 du 8 novembre 2005.

Cet arrêté préfectoral concerne toutefois la ligne de fabrication de polystyrène extrudé et non pas la ligne de fabrication de laine de verre qui est concernée par la mise en place de garanties financières. L'arrêté préfectoral qui régit la ligne de fabrication de laine de verre est l'arrêté n°2008-DEDD/IC-240 du 18 novembre 2008.

II. ANALYSE DE L'INSPECTION ET SUITES PROPOSEES

L'arrêté préfectoral n°2008-DEDD/IC-240 du 18 novembre 2008 ne fixe pas de valeurs maximales de déchets entreposés sur le site.

Aussi, en considérant qu'il y a lieu de fixer une quantité maximale de déchets dangereux entreposés sur le site issus de la ligne de fabrication de laine de verre, nous proposons de remplacer l'article 4 tel que proposé initialement par ce qui suit :

« A tout moment, les quantités maximales de déchets dangereux entreposés sur le site issus de la ligne de fabrication de laine de verre sont :

- eau de process : 70 m³
- fibre humide : 50 t
- aérosols : 1 t
- fûts souillés : 15 m³
- emballages vides souillés pouvant contenir des résidus : 15 t
- piles : 1 fût de 200 L. »

Ces valeurs sont basées sur les données ayant servi au calcul du montant des garanties financières.

Par ailleurs, à l'article 2.2 a été rajouté l'échéancier en cas de constitution auprès de la caisse des dépôts. L'article 2.5 a également été modifié. En effet, l'actualisation du montant des garanties financières au prorata de la variation de l'indice publié TP01 sur une période au plus égale à 5 ans lorsqu'il y a une variation supérieure à 15% de l'indice TP01 s'applique uniquement aux carrières. Pour les autres installations, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01.

Ci-joint le projet d'arrêté préfectoral qui a été présenté au CODERST du 28 août 2014 modifié comme proposé ci-dessus.

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

Constitution de garanties financières en application de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement

VU le Code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles R.512-39-4 et R.516-1 à R.516-6 ;

VU la nomenclature des Installations Classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des Installations Classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des Installations Classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

VU les actes administratifs autorisant la société URSA France à exploiter une unité de fabrication de laine de verre et une unité de fabrication de polystyrène extrudé sur le territoire de la commune de SAINT-AVOLD ;

VU le courrier de l'exploitant en date du 31 janvier 2014 complété le 6 juin 2014 transmettant sa proposition de calcul de garanties financières ;

VU l'avis et les propositions de l'Inspection des Installations Classées en date du 25 juillet 2014 ;

VU l'avis du CODERST en date du 28 août 2014 ;

VU les remarques émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral en date du 3 septembre 2014 ;

CONSIDERANT que les installations exploitées sont notamment soumises à autorisation au titre de la rubrique 2525 de la nomenclature des installations listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et qu'elles sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ;

CONSIDERANT que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garanties supérieur à 75 000 € ;

CONSIDERANT en conséquence que l'exploitant doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité de l'ensemble de son site en cas de cessation d'activité de ce dernier, conformément aux dispositions des articles R.516-1-5 et suivants du Code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

ARRETE

Article 1 - Champ d'application

La société URSA FRANCE (numéro SIREN : 351 970 595), dont le siège social est situé 5 Grande Allée du 12 février 1934 à NOISIEL (77186), est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour son site de SAINT-AVOLD.

Article 2 - Garanties financières

Article 2.1 - Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site listées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement.

Article 2.2 - Montant des garanties financières

L'exploitant devra constituer des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R.516-1-5 du Code de l'environnement et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, à savoir :

- ⇒ 20 % du montant initial des garanties financières à la première échéance ;
- ⇒ 20 % supplémentaires du montant initial des garanties financières par an pendant quatre ans.

En cas de constitution des garanties financières sous la forme de consignation entre les mains de la Caisse des Dépôts et consignations, l'échéancier est le suivant :

- constitution de 20% du montant initial des garanties financières à la première échéance ;
- constitution supplémentaire de 10% du montant initial des garanties financières par an pendant huit ans.

Le montant initial des garanties financières, défini sur la base de l'arrêté du 31 mai 2012 susvisé relatif au calcul des garanties financières, est fixé à 123 904 € TTC (avec un indice TP01 fixé à juillet 2013 de 702,2 et un taux de TVA à 20 %).

Article 2.3 - Etablissement des garanties financières

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R.516-2 du Code de l'environnement.

Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Le document attestant de la constitution des 20 % du montant initial des garanties financières est transmis au Préfet à la première échéance.

Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis au Préfet au moins trois mois avant chaque anniversaire de la constitution initiale.

Article 2.4 - Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement du montant total des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.3 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 2.5 - Actualisation des garanties financières

Sans préjudice des dispositions de l'article R.516-5-1 du Code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 et en atteste auprès du Préfet.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

Article 2.6 - Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation.

Article 2.7 - Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de fonctionnement des Installations Classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement. Pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 2.8 - Appel des garanties financières

Le Préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement :

- ⇒ soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement ;
- ⇒ soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

Article 2.9 - Levée de l'obligation de garanties financières

Lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée et après mise en sécurité de tout ou partie du site des installations couvertes par lesdites garanties en application des dispositions mentionnées aux articles R.512-39-1, le Préfet détermine, dans les formes prévues à l'article R.512-31, la date à laquelle peut être levée, en tout ou partie, l'obligation de garanties financières. La décision du Préfet ne peut intervenir qu'après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du Code de l'environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 3 - Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au Préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le Préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

Article 4 - Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site

A tout moment, les quantités maximales de déchets dangereux entreposés sur le site issus de la ligne de fabrication de laine de verre sont :

- eau de process : 70 m³
- fibre humide : 50 t
- aérosols : 1 t
- fûts souillés : 15 m³
- emballages vides souillés pouvant contenir des résidus : 15 t
- piles : 1 fût de 200 L.

Article 5 - Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'environnement.

Article 6 - Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 7 - Articles d'exécution